

Rapport sur les droits des femmes au Kurdistan (IRAK- ROJAVA SYRIE)



Global Network for Rights and Development

الشبكة الدولية للحقوق والتنمية

Analyse des droits des femmes au Kurdistan (Irakien et Syrien) comme facteur stratégique de l'avenir régional.



Mission du GNRD-W (Global Network for rights and development)

Anne-Marie Lizin
Rhodi Mellek
Patricia Lalonde
Robert Pingeon

GNRD est une ONG internationale, reconnue par l'ECOSOC, basée en Norvège, et qui se consacre à défendre les droits de l'homme dans toutes les situations où ils sont bafoués. GNRD poursuit également de nombreux projets de développement dans le monde arabe, en Asie et en Amérique latine, en particulier des projets de formation. GNRD dispose aussi d'un conseil consultatif spécialisé dans les projets visant à l'amélioration du droit des femmes, GNRD-W.¹

Anne-marie Lizin, experte en matière de droit des femmes, est coordinatrice pour la Ligue du droit international des femmes à Paris, ancien membre du gouvernement belge et présidente du Sénat de Belgique. Elle a été vice-présidente de l'OSCE/PA, enseignante à SC PO Paris et est présidente du conseil consultatif du GNRD-W.

Rhodi Mellek est une junior experte d'origine kurde syrienne, responsable de la télévision kurde européenne pour le ROJAVA.

Patricia Lalonde est experte en matière de droit des femmes, présidente de MEWA, association de droit français dont l'objectif initial fut la défense des droits des femmes afghanes au moment de l'élaboration de la première constitution afghane. Elle est membre du conseil consultatif du GNRD-W.

Robert Pingeon, consultant pour la mission au Kurdistan, est américain, expert de la région où il vécut de très nombreuses années.

Amir Forotan est suisse, expert en communication pour GNRD.

Leo Fish est suisse, expert en technique vidéos pour le GNRD.

Philippe Van Cauteren est le responsable du SMAK de Gand, spécialiste belge en art contemporain, participant aux projets artistiques au Kurdistan.

¹ www.gnrd.net

Plan du rapport

Droits des femmes kurdes du Rojava en Syrie et au Kurdistan d' Irak

- **Préambule : les raisons de cette étude**
- **Chapitre UN : le rapport de la mission GNRD**
 - a) composition de la mission
 - b) le cadre général de la mission
 - c) les rencontres de la mission
 - d) le compte rendu des entretiens de la mission
 - e) compte rendu des visites aux deux camps du UNHRC
 - a) KAWERGOSK
 - b) GOSHTAPA
- **Chapitre deux : analyse de la situation des femmes kurdes**
 - A) au Kurdistan irakien
 - B) au Rojava syrien
 - C) dans les camps de réfugiés au Kurdistan Iraquien
 - 1°) le plus urgent: les femmes yézidiées
 - 2°) les demandes formulées dans les camps
 - 3°) l'art dans les camps
- **Chapitre trois : conclusions et recommandations**
 - A) Kurdistan irakien.
 - B) Rojava
 - C) femmes syriennes kurdes dans les camps UNHCR de réfugiés au Kurdistan irakien
- **Annexes**
 - Annexe bibliographie
 - Annexe photos
 - Annexes cartes géographiques

Préambule

GNRD , Global Network for rights and development , est une ONG internationale, intéressée à analyser, puis à être active en termes de projets de développement dans toutes les parties du monde où les droits des gens sont en régression, où ils ont besoin d'être connus du grand public pour évoluer positivement. Il n'est pas besoin de démontrer à quel point la région du monde où se situent les deux Kurdistan étudiés figure parmi les régions du monde les plus dramatiquement éprouvées par la guerre depuis plusieurs années. Cela justifie déjà pleinement de faire l'état des lieux des conditions de vie et d'exercice des droits par les personnes qui , après 4 ans de guerre , survivent dans ces deux zones.

Mais en ce qui concerne le Kurdistan, la diversité des situations dans les deux pays que sont la Syrie et l'Irak , en fait une réalité politique des plus complexes et des plus intéressantes du point de vue du droit des femmes, car la zone kurde est en effet menacée des deux côtés par un mouvement qui refuse de reconnaître tous droits aux femmes, en appelant à l'application de la charia la plus rétrograde. Et malgré ce danger, ou à cause de lui précisément, les Kurdes progressent dans l'octroi de droits aux femmes dans leurs zones autonomes.

La guerre a permis de médiatiser les brigades des YPJ femmes, brigades issues du parti PYD, lui-même proche du PKK. Le siège de Kobane, cette ville proche de la frontière turque, a permis au monde entier de découvrir le courage de ces femmes militaires. Le PYD a publié pendant le siège un texte d'engagement au principe de l'égalité entre hommes et femmes, non seulement dans la fonction de défense du territoire kurde syrien mais aussi dans la gestion des trois districts autonomes qui constituent le Rojava (ouest en langue kurde, c'est-à-dire situé en Syrie)

La Déclaration de l'Administration du Canton de Kobane date du 1/11/ 2014 et est particulièrement intéressante : « nous affirmons que ce groupe (ISIS) de mort contre lequel nous luttons par tous les moyens possibles doit être stoppé, et que ceux qui les financent doivent être tenus pour responsables. En défendant Kobane, les forces des YPG défendent les valeurs humaines qui nous lient tous ».

Une telle déclaration fait référence au respect des minorités multiples, qui vivent au Kurdistan, au respect des droits des femmes, et appelle aussi à une solidarité anti-terroriste que le GNRD a spectaculairement encouragé lors de sa conférence de GENEVE du 16 février, en présentant le projet de Convention internationale sur les droits de l'homme et les pratiques anti-terroristes.

Il faut aussi rappeler dans ce préambule que les YPG avaient, à Genève , en 2012 déjà, avec l'Appel de Genève, un accord d'engagement contraignant pour les forces militaires kurdes, de respecter les lois de la guerre et de tenir les jeunes en dehors du conflit armé.

Les événements de Kobane ont amené à faire connaître, après la victoire des YPG, les personnes qui en avaient été les acteurs. Mais à Paris , dès le début août 2014, les contacts entre Mme Lizin et le responsable du PYD pour la France , ont permis un échange d'information quotidien. La rencontre avec Mr Saleh Muslim Mohamed, Président du Syrian Kurdish Supreme Conseil.

Il parle avec admiration des femmes, de leur participation dans les YPJ. La continuation des contacts fit apparaître la volonté du PYD de développer un accord avec les Kurdes d'Irak et les peshmergas du PUK et du KDP. Le repli pour protéger Erbil, la décision

américaine d'attaquer enfin l'IS est un des grands moments de cette période, partagé le 15 août 2014 avec l'ambassadrice d'Irak à Bruxelles, Mme Khioka. La prise de Mossoul en Irak, la base de l'ISIS à Raqqa lient de manière presque inséparable les deux réalités kurdes syrienne et irakienne, même si les divergences sont bien réelles entre les deux visions politiques au Rojava et au KRG (kurdistan regional government in iraq)

Les combats acharnés dans cette zone font des combattants kurdes les principaux alliés de facto des forces américaines. Et pourtant la liste terroriste américaine continue d'interdire tout contact avec le PKK et ses partis liés, donc le PYD, donc aussi en théorie les YPG. C'est bien devant cette réalité politique qu'il faut lutter tous les jours sur place. CNN et la BBC popularisent magistralement le combat des femmes kurdes.

Anne Hidalgo, maire de Paris, reçoit le 8 novembre 2014, un groupe de femmes du monde entier, qui exposent (Conan Polat) la situation des femmes yézidiées, kidnappées par Daesh à Mossoul et ailleurs : elles sont enlevées dans le Sinjar (Sengal en langue kurde), vendues sur le marché, certaines se mutilent pour ne pas être vendues, les hommes sont obligés de se convertir massivement à l'islam alors qu'ils sont chrétiens. Les camps de personnes déplacées IDP fleurissent aux alentours des zones de combat, et lors de la réunion à l'hôtel de ville, elle explique que les actions dans les camps ne sont pas assez « genrées », selon le jargon onusien, et que les femmes kurdes et ézidiées ont un urgent besoin d'aide.

Le 8 février 2015, a lieu à la mairie du 10^{ème} arrondissement de Paris, la première rencontre entre Anne-Marie Lizin et Assia Abdullah, accompagnée de Mr Saleh Muslim Mohamed et de Nasrin Abdellah. Un grand meeting réunit ce soir du 8 février tous les kurdes de Paris, et tous et toutes viennent exprimer à ces deux combattantes, qui ont dirigé le siège de Kobané, une admiration sans borne.

Ce sera la première occasion de parler d'une mission sur place, encouragée par le représentant du PYD en France Mr Khaled Issa

Le GNRD décide alors de soutenir la mission, qui devra être à la fois une mission d'étude des droits des femmes kurdes, au Rojava et en Kurdistan Irakien. La réunion au KNK (congrès national kurde) a lieu à Bruxelles le 28 février. La mission est décidée pour le 21/25 avril, en présence de Mr Adem Uzun, membre du conseil exécutif du KNK.

Elle s'entame par une longue discussion avec Assia Abdullah, toujours à Bruxelles le 9 avril 2015. Elle vient de rencontrer tous les milieux kurdes d'Allemagne. Nous l'examinerons dans le premier chapitre. Elle élargit d'emblée l'objectif de la mission, pour compléter l'image des femmes kurdes, non pas seulement dans les milices mais dans la vie sociale normale, car les progrès doivent être poursuivis.

Nous établissons le plan de notre travail pour le GNRD : femmes du Rojava, femmes kurdes d'Irak et femmes du Rojava dans les camps de réfugiés du Kurdistan irakien. Ce sera notre feuille de route.

Chapitre I : la mission GNRD

La mission GNRD s'est déroulée du 21 au 25 avril 2015, au départ d'Erbil et de la rencontre avec ASSIA ABDULLAH, vice-présidente du PYD.

α) Composition de la mission :

- Anne-Marie Lizin, experte et ancien membre du gouvernement belge
- Rhodi Mellek, kurde, responsable à la télévision du ROJAVA à Denderleeuw, Belgique
- Patricia Lalonde, experte droit des femmes, France
- Robert Pigeon, consultant, expert du Kurdistan irakien
- Amir Forotan, suisse, cellule de communication
- Leon Fish, suisse, technicien de la cellule communication vidéos

β) Cadre général de la mission :

La mission a établi en trois jours un maximum de contacts pour éclairer et étudier la situation des femmes au Kurdistan. Trois directions à ces recherches : les femmes du Rojava, les femmes du Kurdistan autonome en Irak, et les femmes réfugiées du Rojava dans les camps sous la direction du gouvernement kurde régional d'Iraq (KRG).

Une attention particulière a été donnée aux femmes actives, aptes à participer à la mise en oeuvre par l'Irak et par l'ONU pour la Syrie, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, pertinente pour accroître le rôle des femmes dans les zones de conflit et dans le règlement des conflits.

Nous verrons dans les recommandations que cette mesure peut être importante pour les négociations de Mr de Mistura , envoyé spécial de l'ONU, pour la formule constitutionnelle de la Syrie post conflit.

χ) Les rencontres de la mission

- Rencontre préalable le 9 avril : Mme Assia Abdullah en visite à Bruxelles.
- mardi 21 avril :

1°) Middle East research Institute, (MERI) think tank installé à Erbil, dirigé par Dlawer Ala'Aldeen, accompagné de Osman Naqshbandi (strategic initiatives)

2°) Mohammad Rasho, représentant le PYD à Erbil

• mercredi 22 avril :

1°) Départ de la mission vers Qamishlo, avec Rhodi Mellek, l'autre partie de la mission se rend dans le camp de Kawergosk

Personnes rencontrées lors de la mission à Qamishlo :

- Saleh Geddo, ministre des affaires étrangères pour le canton de Cezire
- Amina Hossé, co-ministre des affaires étrangères pour le canton de Cezire
- Sinem Mohamed, co-présidente du Conseil du Peuple du Rojava
- Amin Omar, présidente de l'association Desteya Jin
- Huda Yacoub Issa, médecin auprès de Desteya Jin
- Saliyah, assistante sociale à Desteya Jin
- Neja Amin, directrice de l'association Sara
- Axin Yacout, directrice du Weqfa

La partie de la mission, conduite par Rhodi Mellek, s'est rendue à Dohuk et puis à Semalka pour rejoindre la frontière qui sépare le Basur (Kurdistan situé en Irak) du Rojava (Kurdistan syrien)

Ce voyage a pris le triple du temps normal en raison des innombrables contrôles de sécurité effectués par les peshmergas.

Arrivée à Semalka, sur le Tigre, la mission a été retenue par les autorités kurdes d'Irak pendant un très long moment avant qu'ils ne se décident à les laisser passer malgré tout de l'autre côté de la frontière. Cent fois il a fallu justifier les raisons de se rendre au Rojava.

Sitôt de l'autre côté de la frontière, après avoir traversé le fleuve à bord d'un canot à moteur

rouillé et dangereux, départ vers Qamishlo, la plus grande ville du canton autonome de Cezire.

En arrivant, la mission de Rhodi Mellek s'est rendue au bureau du ministère des affaires étrangères du canton de Cezire où elle a été accueillie par le ministre Mohamed Saleh Geddo, par la co-ministre, madame Amina Hossé et par Sinem Mohamed, la co-présidente du Conseil du Peuple du Rojava. Le ministre du canton a rappelé les conditions difficiles du Rojava, les misères causées par le double embargo, au nord avec la Turquie et au sud avec le Kurdistan irakien.

La population souffre terriblement. Elle manque de tout, et notamment d'écoles pour les enfants.

Comme les femmes sont l'élément essentiel du projet démocratique du Rojava, il est logique que de très nombreuses associations de femmes aient vu le jour dans la plupart des villes et villages. Chaque association est indépendante, édicte ses propres règles et fixe ses priorités. Elles sont toutes dépendantes de la volonté et des choix opérés par leurs propres membres. Afin de coordonner les actions et la visibilité de toutes ces associations, une plateforme appelée le Yekitiye star a été mise en place. Elle fédère de façon logistique mais non contraignante ces associations de femmes.

2°) Le camp de Kawergosk, mission dirigée par Mme LIZIN

a) rencontres au camp :

- le manager du camp (représentant du KRG) Mr Khawam Arf
- le représentant du UNHCR : Mr Jwan Ziad Palani

b) les Ong présentes dans le camp

- Al messalla organisation for human ressources development
- yazda NGO (iraq duhok)
- women empowerment organization ARI DLSHAD , directrice
- PAO Public aid organisation Sarah MARBIN

c) rencontre avec les comités de gestion du camp (un comité directeur dont les membres sont tous masculins à une exception) et la commission des femmes . De nombreuses demandes de cette commission ont été transmises directement au directeur général du UNHCR.

3°) visite au KRG (kurdistan regional government) département des relations internationales

Mr Zibari Dendar, ministre adjoint, secrétaire d'état aux affaires étrangères

- Mme Naz, spécialiste du droit international des femmes

4°) rencontre avec les femmes yézidiées, venues d'un camp très éloigné pour nous parler

Mr JAMEEL CHOMER , YAZDA NGO , venu du DUHOK , avec trois femmes yézidiées survivantes de Raqqa (seuls les prénoms sont donnés)

- Mr Miroon Dakheel

5°) Mr Stafford Clarry , humanitarian affairs advisor , pour le KRG, lié au premier ministre Mr Barzani

jeudi 23 avril :

1°) départ pour la visite du deuxième camp, Goshtapa, mission dirigée par MMe LIZIN

- rencontre du chef de la sécurité du camp , Mr Bakhtiar Maruf, camp dont les premières installations ont été financées par les UAE (Emirats Arabes Unis)
- rencontre avec l'administrateur du camp (désigné par le KRG) Mr Sirwan Rehman Abel et Jo Langkamp
- rencontre avec la commission féminine du camp (il y a un homme présent) (les mêmes demandes sont envoyées directement au directeur général du UNHCR)
- rencontre avec le comité des jeunes

2°) visite au WOMEN COUNCIL KRG : nouveau bâtiment du KRG et nouvelle installation. Rencontre avec la secrétaire générale, Mme Florin G Seudin.

3°) rencontre avec une Ong de Souleumaniye : Peoples' development organization : Mme Bahar Munzir

4°) Debriefing de la mission de retour de Qamishlo

Vendredi 24 avril

1°) rencontre avec Mr François Xavier LOVAT, www.kurdistanmemory.com

2°) retour de la mission sur Bruxelles et Paris

3°) rencontre de clôture de la mission avec Saywan Barzani, ambassadeur d'Irak à Rome, rencontre à Paris le 28 avril.

d) Compte rendu des entretiens de la mission

1°) Mme Assia Abdullah, vice- présidente du PYD (Rojava)

Elle souligne d'emblée l'énorme besoin de reconstruction dans la région de Kobane, et l'importance du rôle des femmes. La volonté de progrès pour les femmes, c'est à la fois social et militaire : les femmes qui combattent ne sont pas en dehors de la vie de la société kurde. Elles sont toutes associées.

Politiquement, le Rojava est une troisième voie entre le chef de l'état syrien et la vision sunnite maximaliste (daech) que nous combattons. « J'ai rencontré des femmes Ezidiennes qui ont réussi à fuir et leur sort est encore aujourd'hui abominable »

Les relations avec le Kurdistan Irakien sont meilleures, mais leur système est un système patriarcal qui doit encore beaucoup se moderniser. Pour nous, l'essentiel , c'est la Syrie et son avenir.

Nous voulons être associés aux négociations et nous le sommes, notamment dans les réunions de Moscou. Nous y avons été associées , pour le PYD , avec une femme syriaque pour montrer aussi notre volonté de respecter les minorités de Rojava. Nous voulons un système qui ne soit pas l'indépendance par rapport à la Syrie mais une autonomie réelle. Les systèmes fédéraux comme la Belgique nous intéressent. Mais nous devons aussi trouver des ONG qui acceptent de nous aider et de travailler au Rojava.

2°) MERI (Middle east research institute) Mr Dlawer Ala'Aldeen nous expose la situation de la législation au KRG (Kurdistan irakien).

La société civile progresse rapidement et se développe, et lors des élections il y a des candidates femmes. Ces associations actives ont créé des protections pour les femmes victimes de violences. La plupart sont indépendantes des partis politiques. Il faut rappeler qu'au Kurdistan irakien, il y a des partis différents et même un parti islamiste, ce qui n'existe toujours pas au Rojava.

Le premier KRG existe depuis 1991, cela a conduit à une guerre civile intra-Kurdistan, et les Muslim Brothers ont commencé à grandir au Kurdistan irakien, puis dans tout l'Irak.

Pour le KRG, il faut faire évoluer la tradition tribale, et lutter contre l'extrémisme islamique, avec l'aggravation actuelle de la situation militaire.

En 2011, la loi contre les mutilations sexuelles a été adoptée mais les juges n'appliquent pas réellement la législation. Le Meri a aussi participé à la préparation d' une loi contre les violences à l'égard des femmes mais cela n'a toujours pas été un succès .

Il va d'ailleurs voir le speaker du parlement cette semaine pour ré-entamer la procédure : l'âge minimum du mariage est toujours de 14 ans pour les filles et il n'y a pas de majorité pour aller vers 18 ans comme le souhaite l'ONU.

Nous avons aussi des formations pour les policiers , avec une unité spécialisée dans la lutte contre les violences conjugales.

Le Président du KRG est tout à fait en faveur, ce qui nous permet de continuer.

Globalement, nous sommes positifs par rapport à l'évolution en faveur des femmes mais les Muslim Brotherhood sont particulièrement rétrogrades. Ils agissent contre nous.

3°) Mr Mohammad Rasho, représentant du PYD auprès du KRG

Pour nous, ce sont les femmes désormais qui feront le futur de la Syrie, et en particulier l'évolution du pays s'il retrouve la paix. Ce que veut le PYD, c'est une révolution sociale, une reconstruction sociale. Et dans cette société, les femmes pour le PYD représentent la moitié de la population, et donc aussi doivent être associées à la gestion des régions autonomes du Rojava. Nous avons formulé notre position en disant qu'il ne doit jamais y avoir plus de 40 % d'un même sexe dans les institutions du Rojava et pour nous, c'est l'image que doit donner la Syrie future.

« Ma propre soeur a eu un procès au Rojava parce que sa fille avait été mariée à 16 ans et que c'est un mauvais exemple. »

La lutte contre les mariages précoces qui sont très fréquents au Kurdistan doit être imposée par la loi: seule l'interdiction de ces mariages avant 18 ans sera efficace, et pour l'instant cela reste un grand problème.

4°) Mr Dendar Zibari, ministre adjoint des affaires étrangères :

Il nous expose la vision future du KRG pour l'Irak : une confédération bien organisée, qui progresse dans ce sens depuis 91 mais pour laquelle la situation de guerre actuelle est un recul sérieux.

Le Krg estime que le Rojava ne doit pas rester une zone avec un parti monopolistique, cela n'est plus d'actualité et les Kurdes d'Irak ont d'ailleurs un parti frère en Syrie. Il est aussi optimiste pour les progrès des droits des femmes au Kurdistan irakien. Son experte en la matière, Mme Naz est une juriste qui veille à faire progresser les droits des femmes dans les législations kurdes et dans la mise en oeuvre par les policiers et les juges

5°)Mr Jameel CHOMER, Mr Miroon Dakheel et 3 femmes réfugiées yézidiées :

Toutes trois ont été kidnappées par ISIS (daesch). L'une a pu leur échapper à Raqqa, l'autre a été rançonnée par ISIS à Sinjar city.

L'objectif était de les convertir à l'islam, et ils tuaient ceux qui refusaient. Il y a eu aussi des femmes qui se sont suicidées pour ne pas être emmenées. Elles étaient 70 prisonnières et 7 d'entre elles ont réussi à fuir ; elles ont été recueillies par des combattants Ezidis dans la montagne puis en hélicoptère, elles ont été amenées au Kurdistan. Leurs familles sont toujours dans les mains de Daesch, elles n'ont pas de support et pas de revenus.

Elles sont dans un camp assez éloigné, et c'est très difficile pour elles de supporter cette situation. Environ 4000 Ezidis sont encore aux mains de daesch, beaucoup de villages ont été entièrement détruits et cela va seulement apparaître après la victoire sur les extrémistes.

Elles ont eu l'impression d'être abandonnées par les peshmergas. Or il faut encore faire une opération de libération des familles entre les mains de daesh, ce n'est pas fini.

En fait elles n'envisagent pas de rentrer dans leur maison, car les voisins sunnites les ont dénoncées et battues, elles ne pensent pas non plus rester au Kurdistan, elles veulent partir loin.

Par contre, elles expriment une grande confiance dans les YPG (milice kurde syrienne), elles ont envie d'aller combattre avec ces milices.

Dans les camps, il n'y a pas de place pour les enfants Ezidis dans les écoles, c'est toute une génération qui vit l'horreur.

6°) Mr Stafford Clarry, conseiller du premier Ministre du KRG, en charge des affaires humanitaires.

Sa vision de l'évolution de la situation des femmes au Kurdistan irakien est moins positive : la guerre entraîne des difficultés , qui font que ce dossier n'est pas prioritaire et que ce sont souvent des reculs qui se produisent, en l'absence de loi et de mise en oeuvre . L'exemple est celui de la polygamie : en fait elle s'accroît alors qu'il y avait eu un net recul sur base de la loi kurde. Mais les exceptions sont acceptées des lors que le mariage est célébré ailleurs en Irak ; il est alors accepté au Kurdistan.

7°) Haut Conseil des Femmes Kurdes : Mme Parshan Sangana et Mme Florin Seudin , Secrétaire générale

Elles nous ont accueillies dans un nouveau bâtiment mis à disposition par le KRG. Le Haut Conseil est attaché au premier ministre, leur staff total est de 23 personnes et dans les réunions du Conseil, sont aussi associés le Ministre des Finances, du planning, de l'éducation supérieure, et de la santé. Il y a 7 membres du haut Conseil. La loi fondatrice du Haut Conseil est toujours pendante devant le Parlement du KRG car il y toujours d'autres priorités.

Les lois concernant les femmes sont préparées par le Haut Conseil mais il n'a pas de capacité exécutive, seulement une capacité d'avis. La stratégie est prête, le texte est là (elle nous donne la brochure) mais ce n'est toujours pas approuvé par le KRG. La priorité, c'est pour nous la lutte contre les violences, c'est le point principal. Nous essayons aussi de faire du « gender-budgeting », même si la stratégie n'est pas encore formalisée, et cela fonctionne avec les ministres du KRG.

Depuis la crise en Août avec Daech, tout a changé ici : c'est la guerre et une économie de guerre, nous ne sommes plus prioritaires. Il faut aider les prisonnières de daech, sauver des situations difficiles dans les camps pour les femmes Ezidiées en particulier. Nous avons reçu deux camions du Japon, pour faire les transferts de réfugiées, nous travaillons avec les femmes d'un camp de personnes qui ont fui Kobane, qui sont réfugiées près de Souleymanié.

Nous avons aussi obtenu au ministère de l'intérieur une cellule qui lutte contre la violence faite aux femmes, nous faisons des journées d'information, et nous insistons sur l'accès à l'éducation pour les réfugiés.

La guerre a tout changé mais la volonté politique du KRG est intacte. Nous voulons revoir le statut familial et notamment les pratiques de polygamie : la loi a mis des conditions mais qui sont détournées car les autres régions d'Irak l'autorise. Or les certificats sont validés au KRG, et cela doit cesser, car la volonté politique est de supprimer la polygamie. Nous n'avons pas réussi avec notre loi, nous avons manqué la majorité au parlement kurde, pour 4 voix seulement mais nous allons recommencer la procédure.

Les crimes d'honneur sont considérés au Kurdistan comme justifiables et peuvent donner des circonstances atténuantes : c'est très grave.

Pour l'âge minimum du mariage , nous n'avons pas réussi, il est fixé à 16 ans par le KRG mais les exceptions sont autorisées à 14 ans, et dès lors on demande chaque fois à bénéficier de l'exception, cela annule l'effet de la loi.

La mise en oeuvre dépend des juges et nous faisons des réunions avec Eurojust pour les rendre conscients, de même nous faisons des formations pour juges qui, au début, étaient très réticents mais qui ont accepté. Nous progressons très lentement et cette guerre tire les droits des femmes vers le bas.

8°) association de femmes Mme Banhar Munzir, présentée par « strategic initiatives » et de Mr Osman Naqshhabandi :

Mme Munzir est le profil même des femmes actives sur le droit des femmes, avec une connaissance parfaite des pratiques de son pays le Kurdistan. Très engagée contre les djihadistes, elle situe le début des problèmes au moment de l'arrivée des frères musulmans au Kurdistan irakien. Les crimes d'honneur sont le phénomène le plus grave, selon elle, de même que de très nombreux suicides par le feu, qui révèlent toute la violence sous-jacente dans les familles. Pour elles, il faut tendre à ce que font les femmes kurdes du côté syrien, c'est à dire à placer l'égalité comme objectif, cela fera progresser les deux Kurdistan.

9°) Association Desteya jin :



Le premier entretien a lieu avec le Desteya Jin. Sa présidente, madame Amin Omar a accueilli la mission et présenté les infrastructures, le personnel et les projets menés. Dans le centre se trouvent en permanence une doctoresse chrétienne, Huda Yacoub Issa, une assistante sociale, Saliyah qui est arabe et la directrice est kurde. De nombreuses jeunes filles et femmes en difficulté viennent y chercher un soutien : soit elles ont été violentées à la maison, elles sont veuves, elles sont sans emploi et elles souhaitent avorter. L'objectif est la construction d'un shelter avec une école pour leurs enfants.

Actuellement, l'organisation Destey jin organise déjà des cours pratiques pour qualifier les femmes aux exigences d'un emploi ultérieur.

10°) Association Sara :



Sara est le premier centre pour femmes ouvert à Qamishlo., en juillet 2013 Sa présence en ville est symboliquement très forte. Elle signifie à tous que si une femme est en détresse, il y aura toujours un endroit pour l'accueillir. Sara a, selon sa directrice, madame Neja Amin, déjà encadré 12 femmes, qui toutes sont logées sur place. MMe Mellek a pu s'entretenir avec 7 d'entre elles.

Elles me disaient être très fières de leur identité de femme. Elles se sentent capables elles aussi de changer la société, même si elles reconnaissent que ce ne sera pas facile. Leur avantage, et elles le disent toutes, c'est qu'elles se sentent enfin soutenues par tout un système qui s'est mis en place.

Le centre dispose aussi d'une salle de classe, d'un espace couture. La directrice ne manque pas d'ambition : elle souhaite pouvoir agrandir son centre, mettre en place du personnel formé à la psychologie pour soutenir les femmes, et puis aussi, de réaliser toute une série de petits travaux, comme par exemple mettre des caméras de sécurité sur les murs extérieurs.

La directrice affirme avoir ainsi un levier pour pouvoir déplacer les résistances qui s'accumulent au plus profond de la société. Madame Neja Amin relève un problème qui ne va pas tarder à se poser dans la société kurde. De plus en plus de jeunes vont être amenés à travailler. Or, il n'y a aucune structure pour accueillir les personnes âgées. Sur le plan des mentalités aussi, on accepte encore mal l'idée d'un placement en institution spécialisée. Il sera très dur de concilier une vie professionnelle et la garde des vieux parents. Si rien n'est mis en place, la directrice redoute que des tensions ne surgissent, propices à la maltraitance à domicile des personnes âgées. A côté de la protection des femmes, le nouveau chantier social du Rojava sera donc, pour la directrice, la protection des personnes âgées

Le conseil d'administration est composé de 12 femmes qui se réunissent au moins une fois par mois.

Il y a aussi deux grands comités qui dépendent de ce conseil d'administration : un comité juridique dont la tâche est d'aider les femmes à se défendre devant les cours et tribunaux ; et un comité de relations publiques dont la tâche est de porter à la connaissance du public les abus dont souffrent les femmes, et de réaliser des études statistiques sur les problèmes de genre, en collaboration avec les autres institutions de défense des femmes du Rojava.

Sara est financée par les cotisations des membres de l'association, cotisations non contraignantes, et par les dons en argent ou en nature des personnes sensibilisées au combat de l'association. Il existe aussi des recettes qui proviennent d'organisations internationales ou de donateurs privés.

Devant la porte d'entrée, deux dames âgées montent la garde. Lorsque j'ai été reçue par la présidente, j'ai pu constater le travail de fond réalisé par l'association. Sur les murs, des affiches dénoncent la violence faite aux femmes et aux enfants. Une salle est transformée en atelier de

couture pour permettre aux femmes qui y sont hébergées d'apprendre un métier rapidement valorisable sur le marché local de l'emploi et subvenir ainsi à leurs besoins.

Toutes les informations destinées aux femmes sont disponibles dans les langues kurde et arabe.

Dans la logique de ce qui se passe ailleurs dans le Rojava, les membres de l'association sont bénévoles. Elles accomplissent leur tâche parce qu'elles se sentent utiles. Quand un besoin se fait sentir dans la communauté, ceux et celles qui sont capables d'y répondre prennent l'initiative de proposer leurs services, en toute liberté.

11°) Fondation WEQFA



La fondation Weqfa Jina Azad a Rojava, fondation de la femme libre du Rojava

Lors de la mission GNRD au Rojava, la mission a rencontré la fondation Weqfa jina azad a Rojava. Elle s'adresse, comme son logo l'indique clairement, à toutes les femmes, sans distinction de langue et de culture ou de religion.

La devise de la fondation est la suivante : « La femme est le fondement de la société »

Pour la fondation, les causes des violences faites aux femmes sont à rechercher dans les mentalités marquées par les coutumes remontant à l'époque de la féodalité, par la religion, et par une compréhension abusive de ce qu'est l'autorité.

Cette mentalité archaïque rend possible les mariages précoces, et toutes les formes de violence qui en découlent, les viols, les violences physiques et morales.

Dans l'esprit des femmes qui ont mis la fondation en place, le fait que les hommes aillent travailler alors que les femmes sont maintenues dans la sphère du foyer est un véritable problème à traiter. Sans travail extérieur et reconnu, la femme est maintenue dans une dépendance financière

préjudiciable.

Il est donc impératif de replacer la femme sur le marché du travail.

Les objectifs de la fondation sont donc les suivants :

- promouvoir la participation de la femme à l'ensemble des activités économiques, en les aidant à s'insérer sur le marché du travail.
- Instruire la femme dans les matières religieuses et économiques afin qu'elle ne soit plus la dupe de l'homme.
- Développer des projets dans lesquels toutes les femmes, arabes, kurdes, assyro-chaldéennes, tchéchènes, se rassemblent, pour faire triompher leur cause en dépassant tous les anciens clivages nationalistes, religieux ou claniques.
- Organiser des séminaires ouverts aux hommes pour les sensibiliser aux violences perpétrées contre les femmes et les enfants.
- Soutenir les femmes qui subissent l'une ou l'autre forme de violence.

Weqfa est une association importante qui entretient des liens avec d'autres organisations allemandes et hollandaises sur différents projets de promotion des femmes. Madame Arin Yacout , directrice, insiste sur ce qui s'est passé à Sengal, (Sinjar) lors de l'attaque du Daesh. Des voisins arabes se sont mêlés à leurs tortionnaires pour pouvoir en toute impunité voler les biens et violer les femmes. Pour développer les liens sociaux entre les différentes communautés afin qu'à l'avenir, de tels comportements deviennent inconcevables, il faut absolument garantir à chacun les mêmes droits, quelle que soit l'appartenance communautaire. Le travail sur les femmes est donc, pour la directrice, la clef du changement, le symbole de la modernité, et une garantie contre la barbarie pour les générations futures.

Weqfa met en place toute une série de projets permettant aux femmes de participer à la vie sociale et d'y être reconnues. Parmi les derniers projets concrétisés, on pourra citer une énorme course de vélos pour les femmes dans les rues de Qamishlo. Ce sont donc des initiatives concrètes, destinées à ressouder le lien social et à sortir les femmes de leurs foyers.

Lors de cette visite, la mission a également rencontré des femmes chrétiennes qui m'ont fait part de leurs craintes. Elles sont paniquées à l'idée de devoir rester en Orient, et elles songent à s'exiler vers d'autres cieux plus cléments.

12°) Le Yekitiya star



Yekîtiya Star

Les femmes du Rojava ont tenu leur tout premier congrès le 15 janvier 2005. Elles ont jeté les bases de leur toute première organisation de femmes du Rojava, le Yekitiye star. Lors de cette conférence, elles ont envisagé de porter leurs convictions sur l'ensemble de la Syrie et sur le Liban. Le régime

avait alors encore mis davantage de pression et des dizaines de responsables de l'équipe du Yekitiye star avaient été arrêtées.

Certaines ont tragiquement disparu. Le Yekitiye star a alors tenu son deuxième congrès à Qamishlo en 2007 puis à Alep en 2008.

La lutte des femmes a connu une nouvelle avancée avec le rôle déterminant qu'elles ont joué dans la constitution des nouvelles institutions de la société du Rojava.

Depuis le Congrès de mars 2011 à Qamishlo, le Yekitiye star a ouvert 15 centres de formation et deux académies spéciales pour femmes ainsi que de nombreux comités sociaux. Un autre chapitre important dans ce combat féministe a été la mise en place des unités militaires féminines. Comme de nombreuses femmes avaient déjà commencé à intégrer les unités militaires kurdes pour assurer leur défense et celle de leur peuple, les femmes ont encore été plus loin en créant leurs propres unités combattantes.

Une autre étape importante dans ce combat féministe fut la mise en place de l'Initiative des femmes syriennes en mars 2013.

Le yekitiye star se charge d'organiser et de fédérer l'ensemble des différentes associations de femmes qui voient le jour au Rojava.

Ainsi, près de 80% des femmes du Rojava y sont recensées. C'est la preuve également de la capacité des associations de femmes à mobiliser bien au-delà du seul cercle des femmes kurdes, c'est à dire parmi les autres minorités de la région, arabes ou chrétiennes notamment. Dans la formation des groupes de gestion mis en place dans chaque ville et village kurde, le Yekitiya star a pris une part active pour s'assurer de la représentation des femmes.

Le Yekitiye star a à son actif la mise en place de structures d'apprentissage et de formation. On y dispense les nécessaires conseils juridiques ou administratifs, ainsi que des enseignements sur les problèmes typiquement féminins.

Le yekitiye star fait aussi fonction de bureau de médiation. Ainsi lorsqu'une femme rencontre un problème avec par exemple sa famille, elle introduit un dossier qui sera suivi par trois femmes dont la fonction sera de régler le problème. Il est primordial que les femmes puissent elles aussi avoir leur mot à dire dans les processus de négociation de paix qui doivent se tenir à chaque étape de la résolution de la crise syrienne.

Enfin, le yekitiye star permet aux femmes de concrétiser des projets locaux de développement en procédant à la mise à disposition de micro-crédits.

E. Compte rendu des visites aux deux camps UNHCR

Toutes les informations sur les populations des camps en Irak et sur le rôle énorme du HCR peuvent être aisément fournies par les sites du HCR.²

a) le camp de KAWERGOSK

Le camp a été ouvert dans l'urgence en 2013. La situation économique est très difficile, et les familles passent de la situation transitoire à une situation permanente, avec aussi des changements de zones dans le camp et des changements de type d'habitat. Le Conseil du camp est désigné par le KRG.

Nous rencontrons d'abord le directeur du camp, Mr Khawam Arf, dont les problèmes sont le lot quotidien : le KRG a des problèmes de financement, ne reçoit que 6 % de son budget, Bagdad n'envoie plus rien.

Il se repose sur le «Danish Refugees Council », qui a pris en charge l'administration du camp. La population est à 100 % kurde de Syrie, et deux familles Ezidies seulement y ont été ajoutées. Ensuite, nous discutons avec le Conseil du camp, désigné par la mairie KRG : il n'y a que des hommes parmi les 7 membres. Chaque camp dispose d'un comité jeune et d'une commission femmes, sur une base volontaire et bénévole. Plusieurs Ong sont présentes dans le camp, pour s'occuper des contacts avec les femmes.

Dans les camps à Souleymanié, les femmes sont élues. Il y a 45 % de femmes veuves dans le camp, 700 célibataires hommes. Le recrutement militaire est interdit dans le camp mais pas au dehors, et les réfugiés sont totalement libres de leurs mouvements. Il ne peut y avoir d'uniformes militaires dans le camp.

Les conditions de vie dans le camp et les discussions politiques semblent être le quotidien de l'agenda de ce conseil.

La plupart des hommes membres du Conseil sont de Qamishli et, lors de la réunion, déclarent que c'est à cause de la conscription obligatoire par les YPG ou par l'armée syrienne qu'ils ont fui Qamishli, ou Kobane, ou plus généralement la Syrie.

Leur perspective est que la guerre va durer et qu'ils sont là pour 10 ans. La contribution qu'ils reçoivent est passée de 40 dollars à 19 dollars et cela rend les choses très difficiles.

Les femmes parlent dès que les hommes sont sortis de la réunion : la situation dans le camp est difficile, les mariages précoces sont en hausse parce qu'il n'y a rien à faire. Parfois les jeunes trouvent du travail à Erbil, mais les jeunes filles n'ont que l'école primaire et donc on les marie. Il faut une école secondaire d'urgence dans le camp.

Mixte ? Oui, mixte c'est bien.

7 femmes participent à la réunion avec la mission : elles viennent toutes du Kurdistan syrien. une femme prend la parole en faveur du Rojava, elles veulent soutenir Assia Abdullah et les YPG, qu'elles considèrent comme très courageux mais elles ne font pas vraiment de la politique. Elles espèrent garder une Syrie unie.

- trop de mariages précoces : cela n'arrivait pas au Rojava. En fait, en Irak, le mariage est autorisé à 14 ans, et si le gouvernement KRG donne son accord à titre d'exception, le mariage précoce est accepté.

² (www.unhcr.org) ou par les contacts « lionetti@unhcr.org » et « micevic@unhcr.org »

-il faut une femme médecin car le médecin homme est abominable et irrespectueux.

-espoir d'être payées pour leur travail à la commission femmes (les hommes du conseil le sont)

-4 enfants sont morts à la naissance le mois dernier par la mauvaise qualité de l'eau.

Lorsque nous repartons, le président du Conseil du camp vient nous dire qu'ils ne sont pas en faveur d'Assia Abdullah... deux positions bien tranchées : toutes les femmes la connaissent mais les réticences politiques sont bien présentes dans la direction du camp.

b) le camp de GOSHTAPA, initié par le Croissant Rouge des Emirats Arabes Unis.

Le camp est plus petit que le premier, même type de logement (transitoire en tentes et permanent en dur)

Nous sommes reçus par le manager du camp, chef de sécurité, Mr Bakhtiar Maruf : sa population vient de toutes les villes de Syrie, (Alep, Idleb, Damas). Ils sont aussi à 100 % kurdes. Le camp est un peu nouveau que le premier, mais de quelques jours seulement . Les UAE Emirats Arabes Unis ont installé les premières familles, avec le Croissant Rouge émirati.

Au début de l'arrivée des réfugiés, ils ont été installés près de la ville mais comme leur nombre a grandi par convoi entier tous les jours, nous avons pu développer les constructions. Les Emirats arabes Unis ont construit des maisons standard, nous avons donné priorité aux très pauvres, et au rassemblement des familles.

Mr Sirwan Rehman Abel, l'administrateur du camp serait très heureux de disposer d'un financement émirati nouveau...Le camp est également géré, comme le premier, par le Danish refugees Council.

Le comité des femmes du camp fonctionne sur le même modèle que le premier mais elles sont beaucoup plus silencieuses (il y a un homme en permanence pendant la réunion) : elles ont quitté Qamishli parce qu'elles n'y trouvaient pas d'emploi, le mari était sans emploi, il n'y avait ni eau ni électricité à Qamishli, c'était une grande instabilité pour les enfants et toute la famille a fui.

Le Rojava n'est pas stabilisé, les milices recrutent des jeunes à 14/15 ans. Nous cherchons à recevoir des formations pendant le temps que nous passons ici. Nous nettoions le camp.

Les demandes sont semblables à celles du premier camp :

-Il faut absolument une école secondaire pour occuper les jeunes.

-Hausse des mariages précoces car les filles arrêtent après l'école primaire dans ce camp. La dot est d'environ 2000\$.

-Les divorces sont un vrai problème : les mariages ne sont pas enregistrés, il faut l'accord de la cour et nous ne recevons pas les formulaires UN pour faire reconnaître le mariage ou le divorce.

Chapitre Deux

Analyse de la situation des droits des femmes kurdes

- A) au Kurdistan irakien
- B) au Rojava syrien
- C) dans les camps de réfugiés au Kurdistan irakien

A) les difficultés au Kurdistan Irakien

Les progrès en matière de droits des femmes au Kurdistan irakien ne réussissent pas à passer le cap du parlement régional.

Il y a unanimité des interlocuteurs de la mission pour témoigner de la volonté politique du premier ministre et de son équipe. Il est évident que cette volonté politique existe, est répercutée dans les instances internationales mais fortement paralysée par la situation de crise depuis aout 2014 et la guerre contre Daech. La priorité est celle du conflit et non plus de faire évoluer vers le haut la société. Celle-ci reste patriarcale en très grande partie. Le travail pour le droit des femmes est entre les mains de personnes et d'instances convaincues, qui disposent de tout l'encadrement nécessaire mais la réalité politique ne permet pas de forcer le vote parlementaire. La présence de groupes islamistes dans la vie politique est un frein important.

Il convient donc d'encourager tant le Haut Conseil des Femmes, que Meri, et que le ministre adjoint Zibari à poursuivre et à reprendre sans discontinuer les efforts qu'ils mènent en ce sens.

- La polygamie :

Le KRG souhaite l'interdire, le texte de la loi est plus faible mais la pratique demeure bien présente, due à la possibilité de faire pratiquer le mariage dans d'autres provinces irakiennes, puis de le faire reconnaître à Erbil.

- Les mariages précoces :

Ils sont une réalité compte tenu de l'absence de loi modifiant la situation actuelle, fixant l'âge à 14 ans. Le KRG a tenté une loi à 16 ans mais sans passer le cap parlementaire. MERI, le haut conseil des femmes, et de nombreuses Ong réclament une nouvelle discussion sur une nouvelle loi au Parlement. Le président du parlement kurde doit inscrire le point à l'ordre du jour.

- Les mutilations génitales :

Elles sont interdites par le Krg mais la mise en oeuvre de la loi n'a pas lieu, compte tenu d'une attitude réticente des juges à poursuivre les familles en cause

- Le rôle de la police contre les violences :

Une initiative très positive de la création d'une cellule spécialisée dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes permet d'espérer une évolution favorable dans la répression des actes les plus violents et en particulier des crimes d'honneur, toujours considérés avec faveurs dans les textes légaux.

B) la volonté politique au Rojava

I. *Contexte historique du Rojava*

Les kurdes ont une histoire difficile en Syrie : dès 1962, l'objectif fut de modifier la population de leurs zones : faire venir des populations arabes et de bédouins provenant parfois de régions fort éloignées de Syrie vers les zones kurdes, et de les y sédentariser. Dès lors, l'homogénéité dans ces régions a disparu, ce qui s'aperçoit clairement quand on regarde la carte des trois cantons kurdes du Rojava. Peu de temps après, en 1962, un recensement de la population a eu lieu. Pouvait être considéré comme syrien celui qui pouvait prouver jusqu'à ses grands-parents l'établissement sur le territoire national. Les autres ont été purement et simplement rayés des listes. Parfois, dans une même famille, l'arbitraire de la logique administrative faisait qu'un frère était toujours syrien, et l'autre pas. Tous ceux qui se sont vu priver de la nationalité n'ont plus eu aucune existence légale.

Dans ce climat, les kurdes ont subi l'injustice sans toutefois pouvoir se révolter : la menace des représailles restait la plus forte. Ceux qui parmi les kurdes- comme parmi les arabes- faisait mine de s'intéresser aux sujets politiques finissaient en prison, ou assassinés. Le sentiment d'injustice est profond dans de nombreuses familles, surtout quand on pleure la mort d'un jeune conscrit kurde qui s'est fait agresser ou tuer lors d'une manœuvre militaire par ses compagnons d'armes arabes.

Vient alors le mois de juillet 2012. La révolution syrienne bat son plein. Stratégiquement, l'armée syrienne décide alors de retirer l'essentiel de ses troupes d'occupation des zones kurdes pour les redéployer sur d'autres théâtres d'opérations.

Subitement, les kurdes se retrouvent seuls à devoir gérer leurs régions. C'est une atmosphère de fête à chaque fois que les troupes syriennes s'en vont. La première des villes libérées sera Kobani.

Dans ce contexte, le PYD - partiye yekitiye demokrat-, parti d'opposition interdit par le régime, reprend l'administration en main. Le président du parti, Saleh Muslim, revient de son exil irakien.

Le projet est celui du confédéralisme démocratique. Des dizaines de partis politiques kurdes existent déjà, d'autres se créent. Il y a donc une intense agitation politique. Derrière les micro-partis réunissant avec peine quelques militants, se profile en fait une scission entre deux composantes politiques, le PYD et le PDKS. Le PYD est le parti majoritaire. De très nombreux militants ont été arrêtés, torturés, assassinés.

Deux projets politiques portés par deux partis se cotoient donc dans le Rojava. Le PYD a un fort ancrage dans la population locale. Le PDKS est la réplique sur le terrain syrien de son grand frère, le PDK de Massoud Barzani au Kurdistan irakien. Deux visions donc. Aujourd'hui, face aux menaces exercées par daesh, les deux partis se sont répartis lors des accords de Dohuk les responsabilités à exercer tant au niveau local qu'international.

Aujourd'hui, les zones kurdes du Nord de la Syrie sont de facto totalement libérées. Elles s'administrent elles-mêmes malgré les attaques du daesh et l'économie de guerre qui y prévaut.

Dans certaines villes comme à Qamishlo ou à Hasake, le régime conserve l'une ou l'autre caserne, mais les soldats kurdes et ceux fidèles à Bachar Al Assad ne se provoquent en général pas.

En attendant, l'économie est violemment impactée par les attaques du Daesh puisque 70% des revenus du Rojava s'en vont directement pour l'effort de guerre. L'embargo auquel sont soumises les zones kurdes de Syrie, tant du côté turc qu'irakien, les empêche de tirer profit des 200 puits de pétrole qui se trouvent sur leur territoire.

La nouvelle CHARTE du Rojava est la base de ce qui se met en place : elle énonce que

« L'égalité sans discrimination entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie, tandis que le travail des enfants, le mariage forcé des enfants et la torture sont interdits. (...) La sécurité, la stabilité, l'enseignement gratuit pour tous les citoyens sont considérés comme un droit fondamental, tout comme le droit au travail, au logement, à la santé et le droit au congé de maternité. L'école primaire devient obligatoire. »

Deux forces armées se sont créées aux côtés d'une force de police. Ces forces armées sont -les YPG, Yekitineyen parastina gel, ou unités de défense du peuple, de tout le peuple et non pas Kurdes uniquement. Cette force armée est composée majoritairement de Kurdes, mais elle compte en ses rangs de nombreux arabes .

-les YPJ sont une force armée ouverte à toutes les femmes, qui peuvent y suivre un parcours militaire et se hisser dans la hiérarchie, jusqu'aux places de commandantes, ayant sous leurs ordres des hommes, mais l'inverse n'est pas possible : aucun homme n'a le droit de donner un ordre à une femme.

Les YPJ sont l'acronyme des unités de protection de la femme, Yekineyen parastinê jine.

Les femmes au sein des YPJ bénéficient pour leur formation d'une académie militaire où les volontaires sont initiées au maniement des armes mais aussi à l'éducation concernant l'histoire du Rojava et du peuple kurde. On leur apprend le fonctionnement des administrations nouvellement mises en place. Ces unités fournissent des combattantes aguerries. De très nombreuses femmes ont rejoint les troupes des YPJ. Elles se sont illustrées sur la plupart des champs de bataille, depuis le siège de la ville de Kobani jusqu'aux récents combats de la ville de Sarrin. La participation de ces femmes à la bataille de Kobani a été déterminante, tout comme dans les autres batailles qui se sont déroulées depuis.

Par ailleurs, les unités YPG et YPJ sont dans le conflit syrien les seules forces militaires à avoir signé les conventions avec l'ONG l'Appel de Genève, le 2 juillet 2014, concernant le respect de toute une série d'interdits. Par exemple, l'interdiction de mener des frappes militaires là où des civils se trouvent, en particulier sur des lieux sensibles tels que les écoles ou les hôpitaux, l'interdiction de torturer des prisonniers, l'interdiction de recourir à des enfants soldats. Il est ainsi prévu une démobilisation immédiate des jeunes de moins de 18 ans qui se seraient fait passer pour plus âgés qu'ils ne le sont.

Les YPG et les YPJ se soumettent ainsi scrupuleusement aux recommandations de l'association pour l'appel de Genève. Selon sa présidente, Elisabeth Decrey Warner, les forces des YPG et des YPJ deviennent ainsi un exemple pour d'autres acteurs de conflits armés de par le monde.

Quand le destin des Kurdes du Rojava rencontre celui des Yezidis ...

Le 2 juillet 2014, les troupes du Daesh - fortes des armes récupérées dans la ville irakienne de Mossoul - avancent rapidement sur la ville de Kobani, se livrant sur leur passage aux pires atrocités.

Le 3 août 2014, le Daesh s'empare de la ville de Sengal - Sinjar en arabe - peuplée de Kurdes de confession Ezidie. Ils s'y livreront à des actes qu'un rapport de l'ONU apparente à un génocide.

Le 10 août 2014, le gouvernement irakien affirme que 500 Ezidis, dont des femmes et des enfants, ont été massacrés par les djihadistes de l'EI, puis enterrés dans une fosse commune. Certains auraient été enterrés vivants.

L'armée irakienne est impuissante. Les peshmergas du KRG ces soldats kurdes dépendant de l'autorité du président du gouvernement régional kurde d'Irak, se replient pour protéger Erbil.

Epouvantés, les Yezidis fuient en nombre dans la montagne de Sengal. C'est l'été, les températures sont très élevées, et ces malheureux n'ont aucune chance de s'en sortir sans eau et sans nourriture. Ceux qui ont échappé au massacre de l'Etat islamique meurent déshydratés dans la montagne.

C'est alors que le destin de ces Kurdes d'Irak rejoint celui des Kurdes de Syrie.

Depuis le canton de Ceziré, le plus à l'Est sur le territoire syrien, les troupes YPG renversent les troupes de l'Etat islamique qui contrôlent la région et ouvrent un véritable corridor humanitaire. Cela va permettre de sauver d'une mort certaine des dizaines de milliers d'Yezidis qui pourront rejoindre des familles ou des centres d'accueil du Rojava et du Basur.

Avec le soutien des forces aériennes de la Coalition internationale menée par les Etats-Unis, les forces kurdes ont repris le contrôle du canton de Kobani et elles pénètrent toujours plus loin dans les territoires contrôlés par le Daesh.

Le Rojava est l'antithèse idéologique de l'Etat islamique. Dans leur journal en version anglaise, appelé Dabiq, les islamistes expliquent pourquoi ils doivent renverser les Kurdes : Ce sont des mécréants. Le statut des femmes kurdes l'illustre parfaitement.

II. Projet politique du PYD, parti le plus important du Rojava

La réalité linguistique, culturelle et religieuse du Moyen-Orient est d'une diversité déconcertante. La région se caractérise par une mosaïque de peuples et de cultures. Les Kurdes sont un élément de cette mosaïque, parmi tous les autres.

Quelles en sont les idées de base du projet kurde PYD pour le Rojava ?

- Le rêve d'un grand Kurdistan ne correspond pas au projet politique souhaité par le PYD.

- Le projet se veut démocratique et suppose de ne pas forcer les Assyro-chaldéens, les Tchétchènes, les Arabes ou les Araméens à intégrer un Etat kurde sans être eux-mêmes kurdes. Autrement dit, ne pas faire subir à ces communautés la même violence que les Kurdes ont connue sous l'Etat national de la République arabe de Syrie.

- L'organisation d'assemblées populaires qui seront coprésidées par un homme et par une femme.

Il est intéressant de citer Ocalan, chef de file du PKK, et inspirateur politique du PYD. Voici ce qu'il écrit : « le sexisme de la société de l'Etat-nation renforce le pouvoir des hommes ; d'autre part, l'Etat-nation fait de la société une colonie par l'exploitation des femmes (...) Ancré dans la société, le sexisme est tout comme le nationalisme, un produit idéologique du pouvoir et de l'Etat-nation. [...] Toutes les idéologies du pouvoir et de l'Etat ont leur origine dans des comportements et des attitudes sexistes. L'esclavage de la femme est le champ social le plus profond et le plus dissimulé ; sans l'esclavage de la femme, aucun autre type d'esclavage ne peut exister, ni à fortiori se développer. Le capitalisme et l'Etat-nation sont le monopole du mâle despotique et dominant. » ³

Au Rojava, les YPG qui essaient d'éjecter Daesh de régions et de villages parfois mixtes, parfois uniquement arabes, doivent procéder avec pédagogie et patience. Il faut rassurer les Arabes sunnites sur leurs intentions, même si ces populations ont parfois accueilli avec enthousiasme, dans un premier temps, l'arrivée de Daesh. Il s'agit de convaincre ces villageois qu'ils ont tout à gagner dans une démocratie participative qui leur reconnaît des droits égaux et la sécurité.

Sur le terrain juridique : dès le début des événements en Syrie, il a fallu reconstruire un cadre légal qui se distingue de la législation centrale. Des organes ont donc été mis en place pour créer un nouveau cadre juridique qui soit plus respectueux de l'égalité entre hommes et femmes. Dans les faits, les droits des femmes sont entièrement garantis en cas de divorce, d'héritage ou de garde d'enfants, des situations qui jusqu'alors étaient très problématiques.

Le Rojava s'est doté d'une Charte - Constitution, véritable texte fondateur de cette région du nord de la Syrie.

Voici quelques articles traitant spécifiquement de la condition féminine. Le reste de la constitution évoque les structures du pouvoir, sa répartition, les compétences, et surtout un attachement fort aux valeurs universelles de la déclaration des droits de l'homme.

Cette CHARTE- Constitution ne pourra évidemment être mise en place totalement qu'en période de paix. Mais les articles cités sont révélateurs des intentions politiques du PYD.

Article 47

L'assemblée législative sera composée d'au moins 40% de membres de l'autre sexe, conformément à la loi électorale. La représentation de la communauté syriaque est au même titre que les représentants de la jeunesse sur les listes électorales, soumise aussi à la loi électorale.

Article 27

Les femmes ont le droit inaliénable de participer pleinement à la vie politique, sociale, économique et culturelle.

Article 28

³ Abdullah Ocalan, Confédéralisme Démocratique, publié en français chez Transmedia Publishing Ltd., 2011, Londres, Duisburg, pp16-17.

Les hommes et les femmes sont égaux au regard de la loi. Le législateur garantit la réalisation effective de la parité des femmes dans l'attribution des mandats publics de manière à supprimer les discriminations fondées sur le genre.

Article 65

Toutes les institutions dépendant du Conseil de la Justice doivent être composées d'au moins 40% de membres de l'autre sexe.

Article 87

Tous les corps exécutifs (au niveau du canton ou des municipalités, ndt) seront composés d'au moins 40 % de membres de l'autre sexe.

Les femmes habitant dans le Kurdistan syrien, c'est à dire dans le Rojava, sont en train de bénéficier d'une véritable révolution des moeurs et des institutions.

Ces femmes sont d'origine kurde, syriaque, chaldéenne, arabe, et de confession chrétienne, musulmane ou encore athées. Ce qui les rassemble, c'est le projet démocratique mis en place et expérimenté dans ces régions du nord de la Syrie. Un projet qui se trouve tout entier contenu entre deux pôles : le rejet de l'Etat-Nation traditionnel auquel les Kurdes n'auront pour des raisons historiques et contingentes jamais pu prétendre, et le respect absolu des minorités. Ce respect est intrinsèque à tout projet démocratique. Et dans la nouvelle démocratie qui tente de se mettre en place au Rojava, le respect des minorités est fondamental. C'est une révolution à l'intérieur du champ de la pensée de la région.

Cette révolution affecte tous les aspects de la vie du Rojava. Et la première des minorité, celle qui de tout temps et en tous lieux est la plus exploitée, ce sont les femmes. Pour les Kurdes, une société libre ne peut se concevoir sans des femmes libres.

La libération des femmes du joug patriarcal est donc devenue à la fois le critère de réussite de leur révolution démocratique, et le moteur du changement à large échelle qui affecte tous les aspects de la vie sociale et économique du Rojava.

C) la situation spéciale des femmes kurdes réfugiées

-1°) Urgences

: la mission a rencontré trois femmes ézidiées, dont la situation reste très pénible, même si leur vie n'est plus directement en danger. Il faut poursuivre l'effort international en leur faveur car leur vie est sans perspectives, et des milliers d'Ezidis sont encore en situation catastrophique.

Qui sont les Ezidis ? Ils sont considérés comme kurdes ethniquement mais, religieusement, ils sont distincts de la majorité musulmane du KRG et des zones qu'il contrôle. Ils parlent un dialecte kurde et l'arabe. Ils ont une grande diaspora pour une population d'un million environ.

600.000 résident en Irak et en Syrie, d'autres sont en Allemagne, pays de la plus grande diaspora en Europe. Ils sont également présents en Russie et aux USA.

Ils ne permettent pas les mariages en dehors de leur religion, ni les conversions. Leur temple principal est sur le territoire du KRG.

La visite du groupe de Dohuk auprès de la mission

La délégation a reçu YAZDA, une NGO américaine, basée au KRG, qui promeut l'aide aux Ezidis. Leurs efforts se concentrent sur Dohuk. Mr Jameel CHOMER a amené trois femmes Ezidis, qui ont été abusées par Daesh. Les hommes ont été tués et les femmes emmenées. Celles que nous avons rencontrées ont pu s'échapper. La réunion fut très émouvante car elles gardent un traumatisme énorme et peu pris en charge.

Les points principaux et les besoins exprimés par l'Ong et Mr Jameel Chomer :

1°) Les yézidis sont en voie d'extinction. Le retour au Sinjar est impossible. Il faut l'expliquer partout dans le monde. Ils ont été bien protégés par les YPG du Rojava mais les peshmergas les avaient pratiquement laissés à l'abandon pour se replier sur Erbil.

2°) Les traumatismes des femmes sont énormes. Il faut les soigner au Kurdistan mais les moyens n'existent pas

3°) Beaucoup de Yezidis sont encore aux mains de Daech, et d'autres sont encore assiégés dans certains villages. On a confisqué leurs téléphones, les communications sont devenues impossibles avec les familles. Les femmes espèrent une opération militaire aérienne américaine, ou française, d'urgence pour libérer leurs proches. Le KRG n'en a pas les moyens

4°) Les conditions de vie dans le camp de DOHUK, que la délégation n'a pas pu visiter, ne sont pas satisfaisantes : pas d'argent et pas d'emplois.

Depuis le départ de la mission, plus de 600 Ezidis ont été exécutés par daech à Mossoul ; et, nouvelle plus positive, le délégué de l'ONU pour l'Irak, Mr YAN KUBIS a pu obtenir du KRG le versement d'une somme mensuelle pour les Ezidis.

-2°) la situation des femmes dans les camps visités par la mission

Elle montre à quel point la réalité reste éloignée des images médiatisées en Europe

- mort d'enfants à la naissance à cause de la mauvaise qualité de l'eau.
- comportement machiste de médecin dans le camp.
- situation familiale toujours traitée en leur défaveur en cas de divorces.
- hausse des mariages précoces, dus en partie à la situation de guerre mais aussi au maintien de pratiques de dot, et de façon générale à l'attitude patriarcale au sein des familles, même réfugiées du Rojava. Par contre la polygamie n'est pas citée par les femmes du Rojava.
- nécessité d'écoles secondaires mixtes dans les camps et non pas uniquement d'écoles primaires
- la volonté politique de certaines femmes actives dans le camp est brimée par la présence des personnes désignées par le KRG, qui n'entendent pas privilégier les YPG, ni de façon générale le PYD.

Agir pour que le UNHCR soit conscient de ces difficultés est urgent. La mission GNRD s'est adressée directement à Mr Antonio Guterres à ce sujet.

3°) l'art dans les camps

En décembre 2014, la « Ruya Foundation for Contemporary Culture in Iraq » a développé avec Philippe Van Cauteren, le responsable du SMAK, Musée d'Art contemporain de Gand (Belgique) un superbe projet qui s'appelle 'Traces of Survival'.

Le projet est né suite à l'exposition 'Invisible Beauty', réalisée par Philippe Van Cauteren pour la biennale de Venise, pour le pavillon de l'Irak.

'Traces of Survival' est devenu un projet de livre, dont l'origine remonte aux visites dans trois camps de réfugiés du Kurdistan irakien. La présidente de la Ruya Foundation, Mme Calabi et Mr van Cauteren, sont allés dans les camps de réfugiés avec l'intention de demander aux réfugiés de faire des dessins : le dessin est une trace immédiate de la situation tragique que les réfugiés avaient vécu. Le besoin de dessiner était tellement grand chez les réfugiés.

Apparemment dessiner est un moment de détente thérapeutique où les adultes (il avait été décidé de surtout inviter des gens d'au moins 18 ans) peuvent s'exprimer visuellement ou par l'écrit à propos de la difficulté de leur condition.

En 4 jours on a rassemblé plus de 500 dessins. 90% de ces dessins montrent des images de la nature, des rêves, des situations idylliques, une minorité seulement de ces dessins montre la violence vécue. La dignité est un moteur qui peut-être servira d'instrument pour imaginer un futur.

Avec la permission des créateurs, Mr Van Cauteren a décidé de réaliser un livre pour lequel l'artiste chinois Ai Wei Wei a apporté son soutien en faisant une sélection de dessins.

Les revenus de la vente du livre iront directement aux camps. A Venise, une sélection de dessins est exposée dans un dialogue avec l'exposition 'Invisible Beauty' Une exposition itinérante avec une sélection de ces dessins pourra aussi circuler dans différentes villes.

Chapitre trois

Conclusions

- Une même volonté politique en faveur des progrès des droits des femmes : Les deux Kurdistan, syrien (Rojava) et irakien (KRG) ont à leur tête des dirigeants qui ont une même démarche : augmenter les droits des femmes pour faire la différence avec les extrémistes islamistes et montrer les raisons de progrès que peut entraîner la victoire sur ces derniers, vus comme force la plus rétrograde du monde et du Moyen-Orient. Au Kurdistan irakien, tous les responsables ont conscience du fait que la guerre demande un effort qui paralyse les évolutions positives en termes de lois. Au Rojava, la position est claire et liée aux évolutions égalitaires entre hommes et femmes dans la gestion de la société, des villes, et de la famille, semblables au droit européen.
- Syrie : les progrès des droits des femmes peuvent être un argument stratégique au cœur du futur état syrien. Les négociations sont en phase de reprise pour l'avenir de la Syrie et elles doivent être un lieu privilégié pour la mise en œuvre pratique de la résolution 1325 du conseil de sécurité de l'ONU, associant les femmes à la solution des conflits armés.

Il convient que les réunions sous l'égide de l'ONU veillent à ce que les délégations soient composées à égalité et que les femmes de chaque délégation aient la parole, comme ce fut le cas pour les discussions sur le futur de l'Afghanistan en 2001. La présence des femmes actives aux réunions de négociations de paix est un garant pour la Syrie tout entière de ne pas régresser dans des attitudes sociales patriarcales ou même extrémistes anti-femmes. Il est urgent d'accroître le nombre de femmes syriennes kurdes associées aux négociations de paix

- Kurdistan irakien :
Notre mission estime que les bases sont posées pour évoluer positivement en matière de droits des femmes. Il s'impose, pour les acteurs locaux de ne pas se décourager face à la situation de guerre mais au contraire d'y trouver la force pour placer l'évolution sociale du Kurdistan comme un des fers de lance de la modernité de l'Irak. Reprendre les débats législatifs est urgent.
Le vice-président de l'Irak, Mr Iyad Allaoui, regrette dans un interview au Figaro le 28 avril 2015, qu'aucun processus réel de négociations sur le futur de l'Irak et de sa réconciliation interne ne soit engagé. Lorsqu'il le sera, et cela arrivera nécessairement, les femmes kurdes doivent être en position d'y jouer un rôle de fer de lance vers les droits de chacun et des femmes en particulier. C'est ainsi que le KRG fera progresser l'Irak moderne

- Une société civile kurde irakienne diversifiée :

La vitalité des associations et de la société civile en Irak est remarquable. La mission Gnrdr souhaite en effet poursuivre l'effort sur place par des contacts réguliers avec différentes Ong rencontrées sur place à Erbil et à Souleymanie

Recommandations

A) Kurdistan irakien

1°) poursuivre les efforts pour modifier les comportements patriarcaux, même s'il s'agit d'une évolution au lieu d'une révolution, terme utilisé plus souvent au Rojava.

Adopter au KRG l'image d'un Kurdistan « women friendly », qui puisse interdire les mariages précoces, en limiter drastiquement les exceptions autorisées, modifier le recors a la dot, interdire la polygamie. Le KRG peut développer les instructions aux procureurs et les formations destinées aux policiers.

2°) L'ONU présente au Kurdistan irakien doit promouvoir le rôle des femmes aux postes de décision : ministres, membres du parlement régional aux postes décisionnels, augmentation du budget pour le Haut Conseil des femmes kurdes. Les soutiens européens doivent être liés aux progrès en matière de législation pour l'égalité dans les domaines familiaux et sociétaux.

3°) les étapes des discussions pour le futur de l'Irak et son processus de réconciliation interne doivent également comprendre des femmes, dans chaque partie : sunnite, kurde et chiite. L 'Europe doit être porteuse de cette demande dans ses relations avec les différentes parties de l'Iraq
Mme Mogherini, au nom de l'Europe dans ses relations avec le KRG, peut utilement promouvoir l'accélération législative nécessaire aux progrès des droits des femmes au Kurdistan Irakien

B) Rojava (Kurdistan syrien)

1°) féliciter le PYD pour ses positions adoptées malgré la situation de guerre, et les encourager à la mise en oeuvre pratique de l'égalité dans les familles, par l'application déjà bien réelle de sanctions en cas de mariages précoces ou de polygamie.

2°) L'Onu doit d'urgence accroître le nombre de femmes dans les délégations participant à la négociation qui renait sur le futur institutionnel de la Syrie. Mr de Mitsura doit s'engager rapidement dans ce sens, comme ce fut le cas de Mr Brahimi au moment des accords de Bonn sur l'Afghanistan. L'application de la résolution 1325 trouve ici un champ d'application, qui sera également en faveur des kurdes en général.

3°) les autorités du Rojava doivent être aidées directement par les autorités européennes pour la mise en oeuvre des mesures annoncées d'égalité entre hommes et femmes : formation sociale, création d'emplois féminins, section familiale anti-violence dans les formations de police

4) Il faut absolument reconnaître officiellement et le plus rapidement l'existence des trois cantons du Rojava à l'intérieur des frontières existantes, plus éventuellement un quatrième canton du Sinjar plus tard, de manière à ce que les interlocuteurs locaux puissent à la fois faire valoir leurs spécificités par rapport aux pays dans lesquels ils se situent et recevoir une aide internationale qui est trop souvent confisquée.

C) femmes syriennes kurdes dans les camps de réfugiés en Iraqi Kurdistan.

1°) les camps sous contrôle de UNHCR ne peuvent reproduire les comportements patriarcaux de la société kurde irakienne, à fortiori puisque la population des camps est à 99,9 % une population du Rojava. L'Onu peut donner des instructions PLUS fermes en ce sens :

- comportement médical masculin irrespectueux
- polygamie tolérée
- non-respect des procédures de divorce
- mariages précoces dans les camps et échange de dot

2°) Les pays contributeurs, parmi lesquels les pays européens sont très présents, peuvent consacrer leur soutien à des objectifs promouvant l'évolution des droits des femmes dans les camps : rôle de décision et non comme aujourd'hui, rôle uniquement consultatif alors que l'instance qui décide est uniquement masculine ; centre de santé gynécologique féminin à installer d'office dans chaque camp, création d'urgence des écoles secondaires utiles. L'hôpital de Souleymanié doit recevoir aussi une aide spécifique pour les traitements psycho-sociaux des femmes ézidiennes

3°) Le KRG peut utilement donner son autorisation pour l'installation d'écoles secondaires dans les camps

Annexes

Annexe 1

Bibliographie

Les femmes Kurdes

www.Defnat.fr 4 mars 2015

L'Après-Kobané

Pishko Shamsi, analyste spécialiste du Moyen Orient, expert sur la question kurde
Bouchra Belguellil, Chercheuse Associée Institut prospective et Sécurité en Europe.

The Sub-conflict between ISIL and the Kurdish forces : Women participation beyond
Armed Struggle

Pishko Shamsi : Women, Peace and Security Conference Series

United States Naval War College-Newport, Rhode Island

February 2015

Le « cavalier seul » des kurdes de Syrie : Cyril Roussel

<http://orientxxi.info/magazine/le-cavalier-seul-des-kurdes-de-syrie,0553>

Qui sont les kurdes syriens : <http://www.slate.fr/story/67905/kurdes-syrie>

Syrian Kurdish Women

Eisenstein, Zillah, Sexual Decoys : gender, race, and war in imperial
democracy (London and New York : Zed Books), 2007, Page 6

Vickers, Jeanne, Women and War (London : Zed Books) 1993, page 44

Senior female member of TEV-DEM in Derik, 5 Decembre 2013

Richard Hall, Kurdish women line up to take on Islamic State USA TODAY, 24
Decembre 2014

Mona Mahmood, » we are so proud »- The women who died defending Kobané
against ISIS, The Guardian page 30, January 2015

The charter of the Democratic Autonomous Regionn of Afrin, Jazira, Kobane

<http://civiroglu.net/theconstitution-of-the-rojava-cantons/>

Ayla AlBayrak, Kurdish Women Fight on Front Lines Against Islamic State, The Wall
Street Journal, 17 Octobre 2014

<http://www.wsj.com/articles/kurdish-women-fight-on-front-line-against-islamic-state-1413580188>

A Sinjar, l'éprouvante marche des yazidis irakiens vers la liberté, Thierry Oberlé, Le Figaro, 8 Avril 2015

Iraki Kurdish Women

Femmes Peshmergas, héroïnes trompeuses de la société kurde

<http://www.slate.fr/story/92691/kurdistan-irakien-femmes-peshmergas>,

Les femmes Kurdes, l'arme ultime contre l'Etat Islamique, par Benjamin Dellil (Aujourd'hui la Turquie)

<http://aujourdhuilaturquie.com/fr/les-femmes-kurdes-larme-ultime-contre-letat-islamique/>

Les crimes d'honneur persistent dans le Kurdistan Irakien : IRIN

<http://www.irinnews.org/fr/report/75765/irak-les-crimes-d-honneur-persistent-dans-le-kurdistan-irakien>

_actes du colloque du 7 janvier 2014 à Paris « agir contre les massacres des femmes, pour en finir avec le féminicide » publication Clara magazine

-liberating Life : Woman's revolution, par abdullah Ocalan, published by « international initiative »

-PDO : a study of psychological ramifications of violence against women in Rania : published in 2013 by PDO

-high council of women affairs : « women.krg@gmail.com »

Annexe 2

photographies de la mission









